

de donner les renseignements auxquels les membres de la Chambre et les Canadiens ont droit.

Je ne peux appuyer la proposition du premier ministre tant que le gouvernement n'aura prouvé sa bonne foi à l'occasion des questions orales, des questions écrites, des motions portant production de divers documents, et signifié sa ferme intention d'informer le peuple canadien, ce qu'il a omis de faire jusqu'ici.

• (2.30 p.m.)

Que veut dire le premier ministre lorsqu'il parle d'élargir le dialogue démocratique dans notre pays? C'est la dernière phrase de sa déclaration, sa péroraison, de belles paroles ronflantes, en somme. Mais, à vrai dire, que propose-t-il? Il propose une superagence pour effectuer des sondages au pays. Qui rédigera les questions posées aux Canadiens? Et de quels préjugés s'inspireront ces questions? Comment s'y prend-on pour savoir ce que veut et pense le peuple canadien: en leur remettant un questionnaire préparé à l'avance? Bien sûr qu'on obtiendra les réponses que l'on veut, et c'est précisément, je pense, ce que demande le gouvernement à cette superagence: recevoir les réponses qu'il veut des Canadiens.

Le moyen de se renseigner sur les gens ordinaires et de connaître leurs désirs, leurs besoins, leurs tribulations et leurs aspirations, c'est de demander aux députés de les rencontrer dans leur circonscription et de les écouter, plutôt que de leur poser des questions préparées à l'avance et d'obtenir d'eux des réponses toutes faites.

Par conséquent, monsieur l'Orateur, d'après moi et d'après mes collègues, la création projetée d'Information Canada est un autre regrettable trompe-l'œil dans la prétendue démocratie de participation dont parlent le premier ministre en particulier et d'autres membres de son parti. Il est tout à fait fâcheux qu'on nous impose une autre superagence qui grossira les dépenses, qui n'accomplira rien de neuf, sauf qu'elle contrôlera et établira les nouvelles devant venir du gouvernement. Elle ne fera qu'embrouiller, décevoir et tromper les gens; elle ne les informera pas.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, nous avons écouté avec beaucoup d'attention la déclaration du très honorable premier ministre (M. Trudeau) à l'effet que le groupe de travail a formulé 17 recommandations importantes que le gouvernement accepte en principe, à deux exceptions près.

Le très honorable premier ministre disait également, et je cite:

Le groupe de travail a constaté que l'information au sein du gouvernement fédéral laissait à désirer, du point de vue de l'efficacité, malgré les dépenses considérables qu'on y engageait.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement est à court de renseignements, parce qu'il le veut bien. A mon avis, et comme on peut le lire dans la déclaration, les députés fédéraux, quelle que soit leur allégeance politique, donnent des renseignements au gouvernement. Cependant, comme le mentionnait tout à l'heure l'honorable chef de l'opposition (M. Stanfield), nous recevons du très honorable premier ministre et de tous les membres du cabinet des réponses arrogantes à nos questions, qui sont pourtant d'intérêt général. On n'a pas le courage de donner des réponses raisonnables.

Voilà la première constatation que le groupe de travail aurait dû faire au cours de son étude. Au fait, si le gouvernement refuse de répondre sensément à nos questions, à quoi serviront les bureaux d'information? Ils serviront tout au plus à «placer» des amis du gouvernement, des «patroneux» et à faire du tripotage politique.

Monsieur l'Orateur, le très honorable premier ministre disait aussi, et je cite:

La Commission royale d'enquête Glassco sur l'organisation gouvernementale avait d'ailleurs déjà fait une recommandation analogue. Cet effort de coordination devrait se traduire par une information plus cohérente, plus claire et plus accessible aux Canadiens que par le passé.

Il existe des organismes, même si le très honorable premier ministre disait:

Il n'existe aucun organisme en mesure d'informer l'opinion sur les grandes questions d'intérêt public qui touchent plus d'un ministère.

Monsieur l'Orateur, il existe une société d'information qui nous coûte les yeux de la tête, savoir la Société Radio-Canada qui, au lieu d'informer le gouvernement sur l'opinion publique ou le public sur les agissements du gouvernement, dépense environ 186 millions de dollars par année pour faire vivre des touristes qui se promènent au Vietnam, en Belgique, au Biafra et au Nigéria. Radio-Canada oublie de nous mettre au courant de ce qui se passe chez nous au Canada et, pourtant, des fonctionnaires grassement payés par les Canadiens parcourent le monde.

Monsieur l'Orateur, la radio d'État devrait consacrer une heure par semaine à la diffusion des activités parlementaires afin de renseigner le public sur ce qui se passe à Ottawa. Mais non! Elle nous accorde, tous les deux ou trois mois, 6 minutes et 50 secondes à